

HOOFDSTUK 10. — *Schorsing van de tenuitvoerlegging van arresten van de Derde Kamer*

Artikel 6.22. Schorsing van de tenuitvoerlegging

1. Een verzoek tot schorsing van de tenuitvoerlegging van een arrest van de Derde Kamer overeenkomstig artikel 37 van het Aanvullend Protocol 1969 of artikel 24 van het Aanvullend Protocol 2008, wordt gericht tot de kamer en geeft aan het arrest waarvan de tenuitvoerlegging dreigt dan wel een aanvang heeft genomen, de gronden waarop het verzoek steunt en, in voorkomend geval, de maatregelen van tenuitvoerlegging.

2. De kamer beslist, de advocaat-generaal gehoord als hij in de zaak is aangewezen, na de wederpartij in de gelegenheid te hebben gesteld zich mondeling of schriftelijk over het verzoek uit te laten.

3. In de beschikking waarbij het verzoek wordt toegewezen, wordt de datum bepaald waarop de schorsing een einde neemt en, in voorkomend geval, de aan de schorsing verbonden voorwaarden.

TITEL VII. — SLOTBEPALINGEN

Artikel 7.1. Uitvoeringsbepalingen

Het Hof kan bij afzonderlijke akte genomen in algemene vergadering praktische uitvoeringsbepalingen voor dit reglement vaststellen.

Artikel 7.2. Opheffing

Dit reglement treedt in de plaats van het reglement op de procesvoering van het Benelux-Gerechtshof dat is vastgesteld ter algemene vergadering op 18 april 1988, zoals goedgekeurd door het Comité van Ministers op 27 november 1989.

Artikel 7.3. Bekendmaking en inwerkingtreding van dit reglement

1. Dit reglement wordt overeenkomstig het reglement van orde bekendgemaakt in het Benelux Publicatieblad en in de officiële publicatiebladen van de drie landen.

2. Dit reglement treedt in werking op de dag dat het Protocol van 21 mei 2014 houdende wijziging van het Benelux-verdrag inzake de intellectuele eigendom (merken en tekeningen of modellen) in werking treedt.

Vastgesteld ter algemene vergadering, gehouden te Brussel op 24 april 2015, in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

De Griffier,
A. VAN DER NIET

De President,
G. SANTER

Nota

Reglement goedgekeurd door het Comité van Ministers (op 19 april 2018, n.v.d.r.), overeenkomstig artikel 11, lid 2, van het Verdrag betreffende de instelling en het statuut van een Benelux-Gerechtshof.

CHAPITRE 10. — *Sursis à l'exécution des arrêts de la Troisième Chambre*

Article 6.22. Sursis à l'exécution

1. La demande tendant à obtenir le sursis de l'exécution d'un arrêt de la Troisième Chambre conformément à l'article 37 du Protocole additionnel 1969 ou à l'article 24 du Protocole additionnel 2008 est adressée à la chambre et indique l'arrêt dont l'exécution forcée est imminente ou en cours, les moyens justifiant la demande et, le cas échéant, les mesures d'exécution.

2. La chambre décide, l'avocat général entendu s'il a été désigné dans l'affaire, après avoir mis l'autre partie en mesure de prendre attitude soit oralement soit par écrit.

3. L'ordonnance qui fait droit à la demande fixe la date à laquelle la suspension cesse ses effets et éventuellement les conditions auxquelles la suspension est subordonnée.

TITRE VII. — DISPOSITIONS FINALES

Article 7.1. Dispositions d'exécution

La Cour peut arrêter, par acte distinct pris en assemblée générale, des dispositions pratiques d'exécution du présent règlement.

Article 7.2. Abrogation

Le présent règlement remplace le règlement de procédure de la Cour de Justice Benelux, arrêté en assemblée générale le 18 avril 1988, tel qu'il a été approuvé par le Comité de Ministres le 27 novembre 1989.

Article 7.3. Publication et entrée en vigueur du présent règlement

1. Le présent règlement est publié au Bulletin Benelux et dans les journaux officiels des trois pays conformément au règlement d'ordre intérieur.

2. Le présent règlement entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du Protocole du 21 mai 2014 portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles).

Arrêté en assemblée générale, tenue à Bruxelles le 24 avril 2015, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Le Greffier,
A. VAN DER NIET

Le Président,
G. SANTER

Note

Règlement approuvé par le Comité de Ministres (le 19 avril 2018, NDLR), conformément à l'article article 11, alinéa 2, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/40396]

2 JUILLET 2018. — Accord de coopération entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Vu la Constitution, les articles 39 et 139;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6, § 1er, VIII, 4°, et 92bis, § 1er, modifiés en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 55bis, inséré par la loi du 5 mai 1993 et modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, l'article 1^{er}, modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 28 avril 2014;

Vu le décret du Parlement de la Communauté germanophone du 1^{er} juin 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, l'article 1^{er}, modifié par les décrets des 27 avril 2009 et 5 mai 2014;

Vu l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, les articles 11, § 2, alinéas 1^{er} et 2, 16, § 2, alinéa 2, 17, § 2, alinéa 2, 25, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 2, et 38;

Considérant les avis du Conseil d'Etat 63.077/4, 63.078/4, 63.082/4, 63.084/4 et 63.106/4, 63.108/4, 63.109/4, 63.149/4 du 17 avril 2018 constatant que la mise en œuvre de certaines dispositions dudit accord de coopération nécessite la conclusion d'un accord de coopération d'exécution entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté Germanophone,

Le Gouvernement wallon en la personne du Ministre-Président et en la personne de la Ministre qui des Pouvoirs locaux,

et

le Gouvernement de la Communauté germanophone en la personne du Ministre-Président et en la personne de la Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions,

ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Opérations électorales

Article 1^{er}. Le nombre d'électeurs admis à voter par section de vote s'élève à 1.050, ce qui correspond à cinq ordinateurs de vote par section de vote et 210 électeurs par ordinateur de vote.

Art. 2. Le texte des instructions pour les électeurs figure sur le modèle 1 en annexe.

Art. 3. En application de l'article L4124-1, § 6, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le texte des instructions pour l'électeur, ainsi que le texte prévu à l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sont mentionnés au verso des lettres de convocation. Ce texte figure sur le modèle 2 en annexe.

Art. 4. Lors du renouvellement des conseils provinciaux et communaux, les votes sont exprimés dans l'ordre suivant : d'abord le conseil provincial et ensuite le conseil communal.

CHAPITRE II. — Conditions générales d'agrément des systèmes de vote électroniques avec preuve papier

Art. 5. Tout ordinateur de vote est équipé d'un écran tactile permettant, quelle que soit l'élection, d'afficher les listes des formations politiques et des candidats à l'élection.

Le lecteur de carte pour les cartes à puce est conforme aux normes internationales en vigueur. En tout cas, l'ordinateur de vote permet à l'électeur d'exprimer son vote sans confusion possible, quel que soit le nombre de candidats qui se présentent au suffrage et quelle que soit la fréquence d'utilisation de cet ordinateur de vote.

L'ordinateur de vote est équipé d'un dispositif lumineux ou sonore, ou des deux, permettant au président du bureau de vote de détecter tout fonctionnement défectueux de la machine et toute manipulation anormale sur celle-ci.

Le lecteur de carte à puce de l'ordinateur de vote ne peut accepter que des cartes à puce validées par le bureau de vote où l'ordinateur de vote est installé. Une carte à puce ne peut être utilisée que pour l'élection pour laquelle elle a été validée.

Cet ordinateur de vote est mis en fonctionnement pour les besoins d'une élection déterminée par une clef USB contenant le logiciel de vote, fournie par le Ministère de la Communauté germanophone.

Ne sont apparents pour l'électeur ou utilisables par lui sur l'ordinateur de vote au moment du vote que les éléments nécessaires à l'expression de ce vote.

Art. 6. L'urne électronique est équipée d'un lecteur de code-barres conforme aux normes internationales en vigueur et connecté à l'ordinateur du président. Elle peut être munie d'un clapet électronique.

Elle est équipée d'un bac pouvant être plombé et susceptible de contenir au moins 2.000 bulletins de vote.

L'ordinateur du président est activé par une clef USB fournie par le Ministère de la Communauté germanophone et exclusivement réservée à l'élection qu'elle concerne.

L'enregistrement de l'ordinateur du président à partir des clefs USB contenant le logiciel de vote et l'écriture des votes sur les clefs USB impliquent préalablement l'utilisation d'un code confidentiel fourni au président du bureau de vote par le président du bureau communal.

Les clefs USB servant à activer l'ordinateur du président peuvent également être utilisées pour l'activation des ordinateurs de vote.

Les votes sont enregistrés sur les clefs USB au fur et à mesure de l'enregistrement des codes-barres figurant sur les bulletins de vote.

L'ordinateur du président est équipé soit d'un clavier et d'un écran de visualisation, soit d'un écran tactile devant permettre les opérations suivantes :

1° mise en fonctionnement de l'ordinateur du président avec introduction non apparente à l'écran du code confidentiel;

2° ouverture du bureau de vote;

3° suivi des opérations de validation des cartes à puce avant le vote et d'enregistrement des bulletins de vote après le vote;

4° clôture du bureau de vote après confirmation;

5° reprise des opérations de vote après interruption.

Art. 7. Un logiciel de diagnostic est fourni par commune; il est destiné à vérifier le bon fonctionnement des ordinateurs de vote et des ordinateurs du président.

Un logiciel de démonstration est également fourni par commune en vue de permettre aux électeurs de se familiariser avant le vote avec la manipulation de l'ordinateur de vote et de l'urne électronique.

Art. 8. Les données reprises sur les clefs USB visées aux articles 5 et 6 sont rendues secrètes par cryptage qui prévient en outre toute altération frauduleuse ou accidentelle de ces données.

Art. 9. Un logiciel de vote pour chaque élection, tient compte de l'existence d'élections simultanées, est remis au fonctionnaire désigné par le Gouvernement de la Communauté germanophone en vue de son agrément.

Ce logiciel doit permettre l'élaboration par le Gouvernement de la Communauté germanophone des clefs USB destinées aux bureaux de vote.

Le logiciel de vote reconnu conforme est la propriété de la Communauté germanophone et ne peut être utilisé par le fournisseur qu'avec l'accord du Gouvernement de la Communauté germanophone, quel que soit l'usage auquel il est envisagé de l'utiliser.

Une copie des analyses actualisées et des sources des programmes électoraux est remise, en vue de l'agrément, au fonctionnaire visé à l'alinéa 1er.

Art. 10. Le logiciel de vote respecte les dispositions légales et réglementaires en matière d'élection et d'emploi des langues en matière administrative. La constatation de conformité par le Gouvernement de la Communauté germanophone tient compte notamment que ces dispositions ont été observées sur toutes les captures d'écran des ordinateurs de vote et des ordinateurs du président.

Art. 11. La constatation par le Gouvernement de la Communauté germanophone que le matériel et le logiciel de vote répondent aux conditions fixées par le présent chapitre, peut être conditionnée par l'exécution d'un banc d'essai préalable incluant, sur le matériel du Ministère de la Communauté germanophone ou du candidat fournisseur, selon le cas, les opérations de préparation des élections et de vote pour un ou plusieurs cantons électoraux ou pour une ou plusieurs communes, et ce, aux frais du fournisseur.

Art. 12. Le Gouvernement de la Communauté germanophone revoit la constatation de conformité qu'il a prise, s'il est constaté ultérieurement que des modifications ont été apportées par le fournisseur au matériel ou au logiciel présenté en contradiction avec les dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE III. — Règles de présentation des listes et des candidats sur les écrans des ordinateurs de vote électronique avec preuve papier

Art. 13. § 1^{er}. Pour la présentation des listes sur les écrans de vote électronique avec preuve papier, l'écran reprend les listes dans l'ordre des numéros qui leur ont été attribués, par colonne et par ligne de haut en bas et de gauche à droite, la case prévoyant le vote blanc se trouvant toujours en dernier lieu dans la dernière ligne de la dernière colonne.

§ 2. Pour chaque liste présentée, le nom ou le sigle ou le logo, ainsi que le numéro qui lui a été attribué figurent dans une case. Le nom de la liste ou son sigle ou son logo est entouré d'un cadre foncé sur fond d'écran clair.

Art. 14. § 1^{er}. Pour la présentation des candidats sur les écrans de vote électronique avec preuve papier, si une liste compte dix-neuf candidats ou moins, ces candidats sont visualisés dans une seule colonne, l'un en dessous de l'autre.

Si une liste compte vingt candidats ou plus, les candidats sont distribués uniformément sur deux colonnes. Si le nombre de candidats n'est pas divisible par deux, la première colonne comptera un candidat de plus que la deuxième colonne.

§ 2. Le numéro attribué aux candidats ainsi que leur nom sont affichés en caractères foncés et entourés d'un cadre foncé sur fond d'écran clair. Le nom du candidat figure sur la première ligne en lettres majuscules. Le prénom du candidat figure sur la deuxième ligne en caractères minuscules, à l'exception de l'initiale qui figure en majuscule. Les deux noms sont alignés à gauche dans la case.

CHAPITRE IV. — *Dimensions des bulletins de vote imprimés par un système de vote électronique avec preuve papier, ainsi que les mentions qui y sont indiquées*

Art. 15. Lors des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, les bulletins de vote imprimés par un système de vote électronique avec preuve papier auront, au sein d'une même circonscription, une dimension standardisée identique, quel que soit le vote de l'électeur.

Art. 16. Lors des élections visées à l'article 15, les mentions suivantes seront indiquées sur les bulletins de vote imprimés par un système de vote électronique avec preuve papier :

PROVINZIALRAT / CONSEIL PROVINCIAL

(*)

(1)

(**)

Kandidaten / Candidats

X (2) ... (3) ... (4)

GEMEINDERAT / CONSEIL COMMUNAL

(*)

(1)

(**)

Kandidaten / Candidats

X (2) ... (3) ... (4)

(*) En cas de vote blanc pour une élection, il est uniquement mentionné " Stimmenthaltung / Vote Blanc "

(1) Nom de la liste choisie

(**) En cas de vote en tête de liste, il est mentionné " Listenstimme für / Vote de Liste pour (1) "

(2) Numéro du candidat

(3) Nom du candidat

(4) Initiale du prénom du candidat

NB : les candidats choisis peuvent être classés en colonne.

Fait à Eupen, le 2 juillet 2018, en six exemplaires originaux en français et en allemand.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

O. PAASCH

La Vice Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

I. WEYKMANS

Annexe

Modèle 1

Texte des instructions pour les électeurs

1° Heures d'ouverture du bureau de vote

Les électeurs sont admis au vote de 8 à 15 heures. Toutefois, tout électeur se trouvant à 15 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

2° Electeurs admis au vote

L'électeur belge est admis à voter pour élire les conseillers communaux et provinciaux. Les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne et les ressortissants d'Etats tiers bénéficient du droit de vote exclusivement pour les élections communales dès lors qu'ils sont munis de leur lettre de convocation mentionnant respectivement la lettre " C " ou " E ".

3° Présentation des électeurs au bureau de vote

Les électeurs se présentent à l'entrée du local de vote munis de leur lettre de convocation et de leur carte d'identité.

L'électeur qui se présente avec un couvre-chef pour un motif religieux ou médical indéniable, doit veiller, comme sur sa carte d'identité, à ce que son visage soit entièrement dégagé, à savoir : le front, les joues, les yeux, le nez et le menton.

4° Electeurs se faisant accompagner

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille du jour de l'élection.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur. Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur. Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal. La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

5° Vérification dans le registre de scrutin et éventuelles non-admissions

Le secrétaire pointe le nom de l'électeur sur une copie du registre de scrutin.

Le président, ou un assesseur qu'il désigne, vérifie la concordance des énonciations reprises sur la deuxième copie du registre de scrutin avec les mentions de la lettre de convocation et de la carte d'identité.

Si l'électeur est admis au vote, son nom est pointé sur cette copie également.

L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau.

A défaut d'inscription au registre de scrutin, nul n'est admis à prendre part au vote s'il ne produit soit une décision du collège des bourgmestre et échevins ou un extrait d'un arrêt de la cour d'appel ordonnant son inscription, soit une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que l'intéressé possède la qualité d'électeur.

Les électeurs qui ne sont pas encore inscrits sur le registre électoral mais qui sont admis au vote par le bureau, voient leur nom reporté sur les deux copies du registre.

Les personnes qui apportent la preuve de leur nationalité belge, et qui répondent par ailleurs aux autres conditions d'électorat, sont admises à l'ensemble des scrutins sur présentation de documents probants.

Malgré l'inscription sur le registre des électeurs, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs dont le collège des bourgmestre et échevins ou la cour d'appel a prononcé la radiation par une décision ou un arrêt. Un extrait de cette décision, ou de cet arrêt doit être produit.

De même, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs exclus ou suspendus de leurs droits électoraux et dont l'incapacité est établie par une pièce dont la loi prévoit la délivrance.

Le bureau ne peut enfin admettre les électeurs à l'égard desquels il serait justifié soit par des documents, soit par leur aveu, qu'ils n'ont point, au jour de l'élection, l'âge requis pour voter ou qu'ils ont déjà voté le même jour dans une autre section ou une autre commune.

6° Remise de la carte à puces

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, une carte à puces destinée au vote.

Les électeurs dont le vote se limite aux élections communales reçoivent une carte à puces validée et adaptée de telle sorte qu'ils puissent uniquement voter pour l'élection du conseil communal.

7° Entrée dans l'isoloir

L'électeur se rend directement dans un des isoloirs et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

L'électeur visé au 4° peut se faire accompagner d'un accompagnant. Le nom de l'un et de l'autre est mentionné au procès-verbal. A défaut d'avoir opté pour un accompagnant de son choix, l'électeur qui éprouve des difficultés à exprimer son vote peut se faire assister par le président ou par un autre membre du bureau désigné par lui, à l'exclusion de témoins ou de toute autre personne.

Si le président ou un autre membre du bureau conteste la réalité de ces difficultés, le bureau statue et sa décision motivée est inscrite au procès-verbal.

Si un certificat médical est présenté en appui de la demande, il sera joint au procès-verbal.

8° Expression du vote

Pour exprimer son vote, il introduit d'abord la carte à puces dans la fente prévue à cet effet au lecteur de cartes de l'ordinateur de vote.

En premier lieu, l'électeur détermine en appuyant sur l'écran tactile la langue dans laquelle il souhaite exprimer ses votes.

L'électeur belge exprime d'abord son suffrage pour l'élection du conseil provincial et, après avoir confirmé celui-ci, il exprime son suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'il confirme également.

Les électeurs dont le vote est limité aux élections communales expriment leur suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'ils confirment.

Pour chaque élection :

- l'électeur indique la liste en faveur de laquelle il souhaite voter en appuyant sur l'écran tactile dans la zone de la liste choisie et il confirme ce choix. Après que l'électeur a choisi une liste, l'écran tactile affiche pour cette liste, les nom et prénoms des candidats, précédés de leur numéro d'ordre ;

- si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qu'il soutient, il appuie sur le point clair de la case placée en tête de liste, sur la partie supérieure gauche de l'écran et il confirme ce choix ;

- sinon, il marque un vote nominatif pour un ou plusieurs candidats de cette liste en appuyant successivement sur la case placée à côté du nom de ce ou de ces candidats. A cet effet, il appuie n'importe où sur la case de vote d'un ou plusieurs candidats; la case de chaque candidat choisi devient grisée. Il confirme ce choix.

9° Impression du bulletin et dépôt dans l'urne

Après avoir confirmé son vote pour une ou plusieurs élections, l'électeur prend le bulletin de vote qui est imprimé par l'ordinateur et plie régulièrement et durablement celui-ci en deux parties, face imprimée vers l'intérieur. Il reprend ensuite sa carte à puces. Il peut opter ou non pour la visualisation des suffrages qu'il a exprimés. A cette fin, l'électeur lit le code-barres de son bulletin avec le lecteur présent dans un des isolements du bureau de vote; il ne peut toutefois plus apporter de modification aux votes qu'il a exprimés.

L'électeur se dirige vers l'urne avec son bulletin de vote toujours plié en deux, face imprimée vers l'intérieur. Si un autre électeur est déjà présent devant l'urne afin d'y enregistrer son bulletin de vote, l'électeur doit patienter dans la zone d'attente. L'électeur remet ensuite la carte à puces au président du bureau ou à l'assesseur désigné par celui-ci, scanne le code-barres de son bulletin et insère enfin celui-ci dans l'urne. Il reçoit en retour sa carte d'identité ainsi que sa lettre de convocation estampillée par le président ou par l'assesseur délégué.

10° Eventuelle annulation du bulletin de vote

Le bulletin de vote est annulé :

a) si l'électeur déplie son bulletin de vote en sortant du compartiment-isoloir, de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. Il en est de même si l'électeur a apporté extérieurement des marques ou des inscriptions sur son bulletin de vote ;

b) si, par suite d'une mauvaise manipulation ou de toute autre manœuvre involontaire, l'électeur a détérioré le bulletin de vote qui lui a été remis ;

c) si, pour une raison technique quelconque, l'impression du bulletin de vote s'est révélée impossible totalement ou en partie ;

d) si, lors d'une visualisation par l'électeur à l'écran du contenu du code-barres, celui-ci constate une différence entre cette visualisation apparaissant à l'écran et la mention du vote émis telle que dactylographiée sur le bulletin de vote ;

e) si la lecture du code-barres par l'urne électronique n'est pas possible.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'électeur est invité à recommencer son vote par la fourniture d'une nouvelle carte à puce. De même si un électeur a détérioré, avant son vote, par inadvertance la carte à puce qui lui a été remise, il lui est fourni une nouvelle carte à puces.

11° Sanctions pénales - Obligation de vote

Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin peuvent faire connaître leurs motifs d'abstention au juge de paix, avec les justifications nécessaires.

Sont présumées se trouver dans l'impossibilité de prendre part au scrutin les personnes qui sont le jour des élections privées de leur liberté en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

Il n'y a pas lieu à poursuite si le juge de paix admet le fondement de ces excuses, d'accord avec le procureur du Roi.

Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Ces électeurs sont appelés par simple avertissement devant le tribunal de police et celui-ci statue sans appel, le ministère public entendu.

Une première absence non justifiée est punie, suivant les circonstances, d'une réprimande ou d'une amende de cinq à dix euros.

En cas de récidive, l'amende sera de dix à vingt-cinq euros.

Il ne sera pas prononcé de peine d'emprisonnement subsidiaire.

Sans préjudice des dispositions pénales précitées, si l'abstention non justifiée se produit au moins quatre fois dans un délai de quinze années, l'électeur est rayé des registres électoraux pour dix ans et pendant ce laps de temps, il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, d'une autorité publique.

L'absence à une élection succédant à une absence à une élection de nature différente et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive.

Le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné.

La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les six mois de la notification du jugement. L'opposition peut se faire par simple déclaration, sans frais, à la maison communale.

12° Sanctions pénales - Captation des suffrages

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

a) voter ou se présenter pour voter sous le nom d'un autre électeur, hormis en cas de vote par procuration ;

b) distraire ou retenir un ou plusieurs bulletins de vote.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent également de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

a) donner procuration en application de l'article L4132-1, § 1, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en l'absence des conditions requises à cet effet ;

b) ayant donné procuration, laisser voter son mandataire malgré l'absence, au moment du vote, des conditions prévues à l'exercice du vote par procuration ;

c) voter sciemment au nom de son mandant alors que celui-ci était décédé, ou alors qu'il était possible au mandant d'exercer lui-même son droit de vote ;

d) accepter ou donner plusieurs mandats en application du vote par procuration.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'une amende de vingt-six à mille euros.

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

a) voter dans un local de vote en violation des articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

b) voter successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs locaux de vote de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les registres électoraux de ces différentes communes ou locaux.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende vingt-six à deux cents euros.

Modèle 2
Texte à apposer au dos des lettres de convocation

Instructions pour l'électeur

Les électeurs sont admis au vote de 8 à 15 heures. Toutefois, tout électeur se trouvant à 15 heures dans le local de vote ou la salle d'attente est encore admis à voter.

L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille du jour de l'élection.

L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d'accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur. Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Après avoir contrôlé sa carte d'identité et sa lettre de convocation, le président remet à l'électeur, en échange de ces documents, une carte à puces destinée au vote.

Les électeurs dont le vote se limite aux élections communales reçoivent une carte à puces validée et adaptée de telle sorte qu'ils puissent uniquement voter pour l'élection du conseil communal.

L'électeur se rend directement dans un des isolements et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

Pour exprimer son vote, il introduit d'abord la carte à puces dans la fente prévue à cet effet au lecteur de cartes de l'ordinateur de vote.

L'électeur belge exprime d'abord son suffrage pour l'élection du conseil provincial et, après avoir confirmé celui-ci, il exprime son suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'il confirme également.

Les électeurs dont le vote est limité aux élections communales expriment leur suffrage pour l'élection du conseil communal, qu'ils confirment.

Pour chaque élection :

a) l'électeur indique la liste en faveur de laquelle il souhaite voter en appuyant sur l'écran tactile dans la zone de la liste choisie et il confirme ce choix. Après que l'électeur a choisi une liste, l'écran tactile affiche pour cette liste, les nom et prénoms des candidats, précédés de leur numéro d'ordre ;

b) si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qu'il soutient, il appuie sur le point clair de la case placée en tête de liste, sur la partie supérieure gauche de l'écran et il confirme ce choix ;

c) sinon, il marque un vote nominatif pour un ou plusieurs candidats de cette liste en appuyant successivement sur la case placée à côté du nom de ce ou de ces candidats. A cet effet, il appuie n'importe où sur la case de vote d'un ou plusieurs candidats; la case de chaque candidat choisi devient grisée. Il confirme ce choix.

Après avoir confirmé son vote pour une ou plusieurs élections, l'électeur prend le bulletin de vote qui est imprimé par l'ordinateur et plie régulièrement et durablement celui-ci en deux parties, face imprimée vers l'intérieur. Il reprend ensuite sa carte à puces. Il peut opter ou non pour la visualisation des suffrages qu'il a exprimés. A cette fin, l'électeur lit le code-barres de son bulletin avec le lecteur présent dans un des isolements du bureau de vote; il ne peut toutefois plus apporter de modification aux votes qu'il a exprimés.

L'électeur se dirige vers l'urne avec son bulletin de vote toujours plié en deux, face imprimée vers l'intérieur. Si un autre électeur est déjà présent devant l'urne afin d'y enregistrer son bulletin de vote, l'électeur doit patienter dans la zone d'attente. L'électeur remet ensuite la carte à puces au président du bureau ou à l'assesseur désigné par celui-ci, scanne le code-barres de son bulletin et insère enfin celui-ci dans l'urne. Il reçoit en retour sa carte d'identité ainsi que sa lettre de convocation estampillée par le président ou par l'assesseur délégué.

Le bulletin de vote est annulé :

a) si l'électeur déplie son bulletin de vote en sortant du compartiment-isolement, de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. Il en est de même si l'électeur a apporté extérieurement des marques ou des inscriptions sur son bulletin de vote ;

b) si, par suite d'une mauvaise manipulation ou de toute autre manœuvre involontaire, l'électeur a détérioré le bulletin de vote qui lui a été remis ;

c) si, pour une raison technique quelconque, l'impression du bulletin de vote s'est révélée impossible totalement ou en partie ;

d) si, lors d'une visualisation par l'électeur à l'écran du contenu du code-barres, celui-ci constate une différence entre cette visualisation apparaissant à l'écran et la mention du vote émis telle que dactylographiée sur le bulletin de vote ;

e) si la lecture du code-barres par l'urne électronique n'est pas possible.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'électeur est invité à recommencer son vote par la fourniture d'une nouvelle carte à puce. De même si un électeur a détérioré, avant son vote, par inadvertance la carte à puce qui lui a été remise, il lui est fourni une nouvelle carte à puces.

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4132-1. § 1er. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat ;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a. est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui ;

b. se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale ;

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population ;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé ;

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses ;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente ;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2. Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du mandataire, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

§ 4. Peut voter, le mandataire qui remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés au paragraphe 1er, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne " a voté par procuration ".

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/40396]

2. JULI 2018 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet

Aufgrund der Artikel 39 und 139 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 6, § 1, VIII. Nummer 4 und 92bis §1, zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Wallonischen Region vom 27. Mai 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1, abgeändert durch die Dekrete vom 30. April 2009 und 28. April 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1, abgeändert durch die Dekrete vom 27. April 2009 und 5. Mai 2014;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet, Artikel 11, § 2, Absätze 1 und 2, 16, § 2, Absatz 2, 17, § 2, Absatz 2, 25, Absatz 1, Nummer 1 und Absatz 2, und 38;

In Erwägung der Gutachten des Staatsrates 63.077/4, 63.078/4, 63.082/4, 63.084/4 und 63.106/4, 63.108/4, 63.109/4, 63.149/4 vom 17. April 2018, in denen festgestellt wird, dass die Ausführung gewisser Bestimmungen des besagten Zusammenarbeitsabkommens die Schließung eines Ausführungs-Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft erfordert, Die Wallonische Regierung in Person des Ministerpräsidenten und in Person der Ministerin, deren Zuständigkeiten die lokalen Behörden umfassen,

Und

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Person des Ministerpräsidenten und in Person der Ministerin, deren Zuständigkeiten die lokalen Behörden umfassen,

Vereinbaren Folgendes :

KAPITEL I — *Wahlverrichtungen*

Artikel 1 - Die Anzahl zur Wahl zugelassener Wähler beträgt 1.050 pro Wahlsektion, was fünf Wahlcomputern pro Wahlsektion und 210 Wählern pro Wahlcomputer entspricht.

Art. 2 - Der Wortlaut der Anweisungen für die Wähler wird in dem beiliegenden Muster 1 aufgeführt.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel L4124-1, § 6, des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden der Wortlaut der Anweisungen für den Wähler sowie der in Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Wortlaut auf der Rückseite der Wahlaufforderungen angegeben. Dieser Text wird in dem beiliegenden Muster 2 aufgeführt.

Art. 4 - Bei gleichzeitigen Wahlen zur Erneuerung der Provinzial- und Gemeinderäte erfolgt die Stimmabgabe in folgender Reihenfolge : zuerst der Provinzialrat und dann der Gemeinderat.

KAPITEL II — *Allgemeine Zulassungsbedingungen für elektronische Wahlsysteme mit Papierbescheinigung*

Art. 5 - Wahlcomputer müssen mit einem Berührungsbildschirm ausgestattet sein, mit dem für jede Wahl die Listen der politischen Formationen und der Kandidaten für die Wahl angezeigt werden können.

Der Chipkartenleser muss den geltenden internationalen Normen entsprechen. Der Wahlcomputer muss dem Wähler auf jeden Fall ermöglichen, seine Stimme ohne Verwechslungsgefahr abzugeben, ungeachtet dessen, wie viele Kandidaten sich zur Wahl stellen und wie oft dieser Wahlcomputer verwendet wird.

Wahlcomputer müssen mit einem Licht- und/oder Tonsignal ausgestattet sein, durch das der Vorsitzende des Wahlbürovorstands jede Fehlfunktion oder unsachgemäße Handhabung der Maschine erkennen kann.

Der Chipkartenleser des Wahlcomputers darf nur Chipkarten annehmen, die vom Vorstand des Wahlbüros, wo der Wahlcomputer installiert ist, validiert wurden. Eine Chipkarte darf nur für die Wahl, für die sie validiert wurde, verwendet werden.

Diese Wahlcomputer werden für die Zwecke einer bestimmten Wahl anhand eines vom Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft bereitgestellten USB-Sticks, der das Wahlprogramm enthält, in Betrieb genommen.

Zum Zeitpunkt der Stimmabgabe darf der Wähler nur die für seine Stimmabgabe erforderlichen Elemente auf dem Wahlcomputer sehen oder verwenden können.

Art. 6 - Die elektronische Urne muss mit einem Barcodeleser, der den geltenden internationalen Normen entspricht, ausgestattet sein und ist an den Computer des Vorsitzenden angeschlossen. Sie kann mit einer elektronischen Klappe ausgestattet sein.

Sie muss mit einem Kasten ausgestattet sein, der versiegelt werden kann und mindestens 2.000 Stimmzettel fassen kann.

Der Computer des Vorsitzenden wird durch einen vom Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft bereitgestellten USB-Stick aktiviert, der ausschließlich für die Wahl, auf die er sich bezieht, bestimmt ist.

Um den Computer des Vorsitzenden ausgehend von den USB-Sticks, die das Wahlprogramm enthalten, zu registrieren und die Stimmen auf den USB-Sticks zu speichern, muss vorab ein Geheimcode benutzt werden, der dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstands vom Vorsitzenden des Wahlvorstands der Gemeinde erteilt wird.

Die USB-Sticks zur Aktivierung des Computers des Vorsitzenden können auch verwendet werden, um die Wahlcomputer zu aktivieren.

Die Stimmen werden auf den USB-Sticks gespeichert, so wie die Einspeicherung der auf den Stimmzetteln befindlichen Barcodes fortschreitet.

Der Computer des Vorsitzenden ist entweder mit einer Tastatur und einem Bildschirm oder mit einem Berührungsbildschirm ausgestattet, die folgende Einrichtungen ermöglichen müssen :

1. Inbetriebsetzung des Computers des Vorsitzenden durch Eingabe eines Geheimcodes, ohne dass dieser Code auf dem Bildschirm erscheint;
2. Öffnung des Wahlbüros;
3. Überwachung der Vorgänge der Validierung der Chipkarten vor der Stimmabgabe und der Einspeicherung der Stimmzettel nach der Stimmabgabe;
4. Schließung des Wahlbüros nach Bestätigung;
5. Wiederaufnahme der Wahlrichtungen nach Unterbrechung.

Art. 7 - Pro Gemeinde wird ein Diagnoseprogramm bereitgestellt; es dient dazu, die Funktionstüchtigkeit der Wahlcomputer und des Computers des Vorsitzenden zu überprüfen.

Pro Gemeinde wird ebenfalls ein Demonstrationsprogramm bereitgestellt, damit sich die Wähler vor der Stimmabgabe mit der Handhabung des Wahlcomputers und der elektronischen Urne vertraut machen können.

Art. 8 - Die Daten auf den in den Artikeln 5 und 6 erwähnten USB-Sticks werden durch Verschlüsselung unkenntlich gemacht, was zusätzlich jede betrügerische oder unbeabsichtigte Verfälschung dieser Daten verhindert.

Art. 9 - Ein Wahlprogramm für jede Wahl, in dem das Bestehen gleichzeitiger Wahlen berücksichtigt sein muss, wird dem von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmten Beamten zwecks Zulassung ausgehändigt.

Mit diesem Programm muss die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die für die Wahlbürovorstände bestimmten USB-Sticks erstellen können.

Das als übereinstimmend anerkannte Wahlprogramm ist das Eigentum der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und darf vom Lieferanten zu welchem Zweck auch immer nur mit Einverständnis der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft benutzt werden.

Eine Kopie der aktualisierten Analysen und der Quellcodes der Wahlprogramme wird dem in Absatz 1 erwähnten Beamten zwecks Zulassung ausgehändigt.

Art. 10 - Das Wahlprogramm muss den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Wahlen und den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten genügen. Bei der Feststellung der Übereinstimmung durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird insbesondere berücksichtigt, dass diese Bestimmungen auf allen Bildschirmkopien der Wahlcomputer und der Computer der Vorsitzenden eingehalten wurden.

Art. 11 - Die Feststellung durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, dass die Wahlapparatur und das Wahlprogramm den durch vorliegendes Kapitel festgelegten Bedingungen genügen, kann davon abhängig gemacht werden, dass vorab auf Kosten des Lieferanten auf der Apparatur des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft beziehungsweise des Lieferanten-Bewerbers ein Probelauf durchgeführt wird, der die Einrichtungen zur Vorbereitung der Wahlen und die Stimmabgabe für einen oder mehrere Wahlkantone beziehungsweise für eine oder mehrere Gemeinden umfasst.

Art. 12 - Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft revidiert die von ihr getroffene Feststellung der Übereinstimmung, wenn im Nachhinein festgestellt wird, dass der Lieferant an der Apparatur oder dem Programm, die vorgeführt wurden, Änderungen angebracht hat, die im Widerspruch zu den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels stehen.

KAPITEL III. — *Regeln zur Darstellung der Listen und Kandidaten auf den Bildschirmen der Wahlcomputer für elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung*

Art. 13 - § 1 - Für die Darstellung der Listen auf den Bildschirmen der Wahlcomputer für elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung führt der Bildschirm die Listen in der Reihenfolge der Nummern auf, die ihnen zugeteilt wurden, pro Spalte und pro Zeile von oben bis unten und von links nach rechts, wobei sich das für die Stimmhaltung vorgesehene Feld immer an letzter Stelle in der letzten Zeile der letzten Spalte befindet.

§ 2 - Für jede dargestellte Liste werden der Name oder das Kürzel oder das Logo sowie die Nummer, die ihr zugeteilt wurde, in einem Feld angezeigt. Der Name der Liste oder das Kürzel oder das Logo wird auf einem hellen Bildschirmhintergrund dunkel umrandet.

Art. 14 - § 1 - Für die Darstellung der Kandidaten auf den Bildschirmen der Wahlcomputer für elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung werden, wenn eine Liste neunzehn Kandidaten oder weniger beträgt, diese Kandidaten untereinander in einer einzigen Spalte angezeigt.

Wenn eine Liste zwanzig oder mehr Kandidaten beträgt, werden die Kandidaten gleichmäßig auf zwei Spalten verteilt. Wenn die Anzahl der Kandidaten nicht durch zwei geteilt werden kann, zählt die erste Spalte einen Kandidaten mehr als die zweite Spalte.

§ 2 - Die den Kandidaten zugeteilte Nummer sowie ihr Name werden in dunklen Schriftzeichen und auf einem hellen Bildschirmhintergrund dunkel umrandet angezeigt. Der Name des Kandidaten wird in der ersten Zeile in Großbuchstaben angezeigt. Der Vorname des Kandidaten wird in der zweiten Zeile in Kleinbuchstaben angezeigt, mit Ausnahme des Anfangsbuchstabens, der in Großschrift angezeigt wird. Die beiden Namen werden in demselben Feld linksbündig ausgerichtet.

KAPITEL IV — *Ausmaß der mittels eines elektronischen Wahlsystems mit Papierbescheinigung ausgedruckten Stimmzettel und der dort aufgeführten Angaben*

Art. 15 - Bei den Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet verfügen die mittels eines elektronischen Wahlsystems mit Papierbescheinigung ausgedruckten Stimmzettel innerhalb ein und desselben Wahlkreises über ein identisches standardisiertes Ausmaß, ungeachtet der Stimmabgabe des Wählers.

Art. 16 - Bei den in Artikel 15 erwähnten Wahlen werden die folgenden Angaben auf den mittels eines elektronischen Wahlsystems mit Papierbescheinigung ausgedruckten Stimmzetteln aufgeführt :

PROVINZIALRAT / CONSEIL PROVINCIAL

(*)

(1)

(**)

Kandidaten / Candidats

X (2) ... (3) ... (4)

GEMEINDERAT / CONSEIL COMMUNAL

(*)

(1)

(**)

Kandidaten / Candidats

X (2) ... (3) ... (4)

(*) Wird für eine Wahl eine Stimmenthaltung abgegeben, wird ausschließlich " Stimmenthaltung / Vote Blanc " vermerkt

(1) Name der gewählten Liste

(**) Wird eine Kopfstimme gewählt, wird " Listenstimme für / Vote de Liste pour (1) " vermerkt

(2) Nummer des Kandidaten

(3) Name des Kandidaten

(4) Anfangsbuchstabe des Vornamens des Kandidaten

N.B.: Die gewählten Kandidaten können in Spalten klassiert werden.

Geschehen zu Eupen, am 2 Juli 2018, in sechsfacher Originalausfertigung in französischer und in deutscher Sprache.

Für die Wallonische Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

I. WEYKMANS

Anhänge

Muster 1

Wortlaut der Anweisungen für die Wähler

1. Öffnungszeiten des Wahllokals

Die Wähler werden von 8 bis 15 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen. Wähler, die sich um 15 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

2. Zur Stimmabgabe zugelassene Wähler

Die belgischen Wähler werden zur Stimmabgabe für die Wahl der Gemeinderäte und Provinzialräte zugelassen.

Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union und die Staatsangehörigen von Drittstaaten sind ausschließlich zur Stimmabgabe für die Gemeinderatswahlen zugelassen, sofern sie ihre Wahlaufforderung bei sich haben, auf der der Buchstabe "C" bzw. "E" vermerkt ist.

3 . Eintreffen der Wähler im Wahllokal

Die Wähler treffen mit ihrer Wahlaufforderung und ihrem Personalausweis am Eingang des Wahllokals ein.

Der Wähler, der aus einem unleugbaren religiösen oder ärztlichen Grund mit einer Kopfbedeckung vorstellig wird, muss dafür sorgen, dass sein Gesicht - d. h. Stirn, Wangen, Nase und Kinn - vollständig unbedeckt ist.

4. Wähler, die sich begleiten lassen

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist. Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann.

Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist. In der Erklärung werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Wählers und des Begleiters sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstands dieses Formular zusammen mit seiner Wahlaufforderung.

5. Prüfung im Abstimmungsregister und eventuelle Nicht-Zulassungen

Der Sekretär kreuzt den Namen der Wähler auf einer Abschrift des Abstimmungsregisters an.

Der Vorsitzende oder ein von ihm bestimmter Beisitzer prüft die Übereinstimmung der Angaben auf der zweiten Abschrift des Abstimmungsregisters mit den Angaben auf der Wahlaufforderung und dem Personalausweis.

Wird der Wähler zur Wahl zugelassen, so wird sein Name ebenfalls auf dieser Abschrift angekreuzt.

Der Wähler, der seine Wahlaufforderung nicht bei sich hat, kann zur Stimmabgabe zugelassen sein, wenn seine Identität und Eigenschaft vom Wahlbüro anerkannt wird.

Wer nicht auf dem Abstimmungsregister steht, darf nicht an der Wahl teilnehmen, es sei denn, er legt einen Beschluss des Gemeindegremiums oder einen Auszug aus einem Entscheid des Appellationshofes, durch den seine Eintragung angeordnet wird, oder eine Bescheinigung des Gemeindegremiums vor, in der bestätigt wird, dass der Betreffende die Wählereigenschaft besitzt.

Die Namen der Wähler, die noch nicht im Wahlregister eingetragen sind, jedoch vom Vorstand zur Wahl zugelassen werden, werden in beiden Abschriften des Registers eingetragen.

Die Personen, die ihre belgische Staatsangehörigkeit nachweisen können, und den anderen Wahlberechtigungsbedingungen genügen, werden auf Vorlage der betreffenden Belege zu den gesamten Wahlen zugelassen.

Trotz Eintragung im Wählerregister darf der Vorstand diejenigen Wähler nicht zur Wahl zulassen, deren Streichung das Gemeindegremium oder der Appellationshof durch einen Beschluss beziehungsweise einen Entscheid angeordnet hat. Ein Auszug aus diesem Beschluss bzw. diesem Entscheid muss vorgelegt werden.

Ebenso darf der Vorstand nicht diejenigen Wähler zur Wahl zulassen, die vom Wahlrecht ausgeschlossen worden sind oder deren Wahlrecht ausgesetzt ist, und deren Unfähigkeit durch eine Urkunde festgelegt wird, deren Ausstellung vom Gesetz vorgesehen ist.

Abschließend darf der Wahlvorstand auch nicht die Wähler zulassen, bei denen entweder durch Schriftstücke oder durch ihr Eingeständnis erwiesen ist, dass sie am Wahltag das für die Stimmabgabe erforderliche Alter nicht erreicht haben oder am selben Tag bereits in einer anderen Sektion oder in einer anderen Gemeinde gewählt haben.

6. Überreichen der Chipkarte

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm gegen Abgabe dieser Unterlagen eine Chipkarte für die Stimmabgabe.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, erhalten eine validierte Chipkarte, die so angepasst wurde, dass sie ausschließlich für die Wahl des Gemeinderates wählen können.

7. Eintritt in die Wahlkabine

Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Der in Nr. 4 erwähnte Wähler darf sich von einem Begleiter begleiten lassen. Die Namen beider Personen werden im Protokoll vermerkt. Mangels einer Entscheidung für einen Begleiter seiner Wahl darf sich der Wähler, der Schwierigkeiten bei der Stimmabgabe hat, vom Vorsitzenden oder von einem anderen von ihm bestimmten Vorstandsmitglied beistehen lassen, unter Ausschluss der Zeugen oder jeder anderen Person.

Wenn der Vorsitzende oder ein anderes Vorstandsmitglied das tatsächliche Vorhandensein dieser Schwierigkeiten anzweifelt, entscheidet der Vorstand, und sein mit Gründen versehener Beschluss wird im Protokoll vermerkt.

Wenn ein ärztliches Attest zur Rechtfertigung seines Antrags vorgelegt wird, wird es dem Protokoll beigelegt.

8. Stimmabgabe

Um seine Stimmabgabe vorzunehmen, führt er erst die Chipkarte in den dafür vorgesehenen Schlitz des Kartenlesers des Wahlcomputers ein.

Zunächst bestimmt der Wähler, indem er auf den Berührungsbildschirm drückt, die Sprache, in der er die Stimmabgabe vornehmen möchte.

Der belgische Wähler gibt zunächst seine Stimme für die Wahl des Provinzialrates ab; nachdem er diese Stimmabgabe bestätigt hat, gibt er seine Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigt sie ebenfalls.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, geben ihre Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigen diese.

Für jede Wahl gilt Folgendes :

- Der Wähler entscheidet sich für eine Liste, indem er das Feld der gewählten Liste auf dem Berührungsbildschirm drückt, und bestätigt diese Entscheidung. Nachdem sich der Wähler für eine Liste entschieden hat, zeigt der Berührungsbildschirm für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten an, denen ihre laufende Nummer vorangeht ;

- Ist der Wähler mit der Vorschlagsreihenfolge für die Kandidaten auf der von ihm unterstützten Liste einverstanden, so drückt er auf den hellen Mittelpunkt im Kopffeld über dieser Liste, das sich links oben auf dem Bildschirm befindet, und bestätigt diese Entscheidung ;

- Wenn nicht, gibt er eine Vorzugsstimme für einen oder mehrere Kandidaten dieser Liste ab, indem er nacheinander auf das Feld neben dem Namen dieses oder dieser Kandidaten drückt. Hierfür drückt er gleich wo auf dem Wahlfeld dieses oder dieser Kandidaten; das Feld jedes gewählten Kandidaten wird grau unterlegt. Er bestätigt diese Entscheidung.

9. Ausdruck des Stimmzettels und Einwurf in die Urne

Nachdem der Wähler seine Stimmabgabe für eine beziehungsweise mehrere Wahlen bestätigt hat, nimmt er den durch den Wahlcomputer ausgedruckten Stimmzettel und faltet ihn gleichmäßig und sorgfältig in der Mitte mit der bedruckten Seite nach innen. Er nimmt daraufhin seine Chipkarte zurück. Er hat die Möglichkeit, seine Stimmabgaben zu visualisieren. Zu diesem Zweck liest der Wähler den Barcode seines Stimmzettels anhand des in einer der Wahlkabinen vorgesehenen Lesegeräts; er kann jedoch seine Stimmabgaben nicht mehr ändern.

Der Wähler begibt sich mit seinem Stimmzettel, der noch immer mit der bedruckten Seite nach innen in der Mitte gefaltet ist, zur Urne. Befindet sich bereits ein anderer Wähler vor der Urne, um dort seinen Stimmzettel einzuspeichern, muss der Wähler in dem Wartebereich warten. Anschließend händigt der Wähler dem Vorstandsvorsitzenden oder dem vom Vorsitzenden bestimmten Beisitzer die Chipkarte aus, scannt den Barcode seines Stimmzettels und steckt den Stimmzettel dann in die Urne. Der Wähler erhält seinen Personalausweis und seine vom Vorsitzenden oder beauftragten Beisitzer abgestempelte Wahlaufforderung zurück.

10. Eventuelle Ungültigkeit des Stimmzettels

Der Stimmzettel wird für ungültig erklärt :

- a) wenn der Wähler seinen Stimmzettel beim Verlassen der Wahlkabine so auffaltet, dass zu erkennen ist, wie er gewählt hat. Dies gilt auch, wenn der Wähler außen auf seinem Stimmzettel Markierungen oder Eintragungen angebracht hat ;
- b) wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Fehlverhaltens den ihm ausgehändigten Stimmzettel beschädigt hat ;
- c) wenn aus irgendeinem technischen Grund das Ausdrucken des Stimmzettels sich ganz oder zum Teil als unmöglich erweist ;
- d) wenn der Wähler bei einer Visualisierung des Inhalts des Barcodes auf dem Bildschirm feststellt, dass es einen Unterschied zwischen dieser Visualisierung auf dem Bildschirm und dem Vermerk der Stimmabgabe so wie auf dem Stimmzettel abgedruckt gibt ;
- e) wenn der Barcode nicht durch die elektronische Urne gelesen werden kann.

In den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer neuen Chipkarte zu wiederholen. Auch wenn ein Wähler vor seiner Stimmabgabe die ihm ausgehändigte Chipkarte versehentlich beschädigt hat, erhält er eine neue Chipkarte.

11. Strafrechtliche Bestimmungen - Wahlpflicht

Wähler, denen es unmöglich ist, an der Wahl teilzunehmen, können dem Friedensrichter die Gründe ihres Fernbleibens mit den erforderlichen Rechtfertigungen zur Kenntnis bringen.

Es wird davon ausgegangen, dass Personen, denen am Wahltag aufgrund eines Gerichts- oder Verwaltungsbeschlusses die Freiheit entzogen ist, unmöglich an der Wahl teilnehmen können.

Es wird keine Verfolgung eingeleitet, wenn der Friedensrichter im Einvernehmen mit dem Prokurator des Königs die Entschuldigungsgründe annimmt.

Innerhalb acht Tagen nach Verkündung der Gewählten stellt der Prokurator des Königs die Liste der Wähler auf, die nicht an der Wahl teilgenommen haben und deren Entschuldigungen nicht angenommen wurden.

Diese Wähler werden mittels einfacher Benachrichtigung vor das Polizeigericht geladen, das nach Anhörung der Staatsanwaltschaft ohne Berufungsmöglichkeit entscheidet.

Eine erstmalige ungerechtfertigte Abwesenheit wird den Umständen entsprechend mit einem Verweis oder mit einer Geldstrafe von fünf bis zu zehn Euro geahndet.

Bei Rückfall wird eine Geldstrafe von zehn bis zu fünfundzwanzig Euro verhängt.

Es wird keine Ersatzgefängnisstrafe ausgesprochen.

Wenn unbeschadet der vorerwähnten Strafbestimmungen ein Wähler mindestens viermal innerhalb fünfzehn Jahren ohne Rechtfertigung der Wahl fernbleibt, wird er für zehn Jahre aus den Wahlregistern gestrichen und darf er während dieser Zeit von einer öffentlichen Behörde weder ernannt noch befördert oder ausgezeichnet werden.

Nimmt jemand nicht an einer Wahl teil, nachdem er vorher einer andersartigen Wahl fernblieb, und umgekehrt, so stellt dies für den Zuwiderhandelnden keine Rückfälligkeit dar.

Hinsichtlich der Vollstreckung der Strafen darf kein Aufschub gewährt werden.

Gegen eine Verurteilung durch Versäumnisurteil kann innerhalb sechs Monaten nach Notifizierung des Urteils Einspruch erhoben werden. Dieser Einspruch kann kostenlos durch einfache Erklärung im Gemeindehaus erfolgen.

12. Strafrechtliche Bestimmungen - Stimmenfang

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet :

1. unter dem Namen eines anderen Wählers wählen oder zur Stimmabgabe vorstellig werden, außer bei Wahl mittels Vollmacht ;

2. einen oder mehrere Stimmzettel beiseite schaffen oder einbehalten.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahre und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Euro belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden ebenfalls als Stimmenfang betrachtet :

1. eine Vollmacht in Anwendung von Artikel L4132-1 §1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erteilen, ohne die dazu erforderlichen Bedingungen zu erfüllen ;

2. nach Erteilung der Vollmacht seinen Bevollmächtigten wählen lassen, obwohl die für die Ausübung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht vorgesehenen Bedingungen nicht vorhanden waren ;

3. wissentlich im Namen seines Vollmachtgebers wählen, obwohl letzterer verstorben war oder imstande war, selbst sein Wahlrecht auszuüben ;

4. mehrere Vollmachten in Anwendung des Rechts zur Wahl mittels Vollmacht annehmen oder erteilen.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu tausend Euros belegt.

Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet :

1°. In einem Wahllokal entgegen den Vorschriften der Artikel L4121-2 und 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wählen;

2° am selben Tag aufeinanderfolgend in zwei oder mehreren Wahllokalen derselben Gemeinde oder unterschiedlicher Gemeinden wählen, auch wenn man in den Wahlregistern dieser verschiedenen Gemeinden oder Lokalen eingetragen ist.

Wer an diesen Vergehen schuldig ist wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen oder mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zweihundert Euro belegt.

Muster 2

Wortlaut auf der Rückseite der Wahl-aufforderungen

Anweisungen für die Wähler

Die Wähler werden von 8 bis 15 Uhr zur Stimmabgabe zugelassen. Wähler, die sich um 15 Uhr im Wahllokal oder im Wartesaal befinden, werden jedoch noch zur Stimmabgabe zugelassen.

Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Der Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, wenn er selbst Wähler ist. Ein Kandidat kann ebenfalls als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, auftreten, sofern die Verwandtschaft bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann.

Nachdem der Vorsitzende den Personalausweis und die Wahlaufforderung des Wählers überprüft hat, überreicht er ihm gegen Abgabe dieser Unterlagen eine Chipkarte für die Stimmabgabe.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, erhalten eine validierte Chipkarte, die so angepasst wurde, dass sie ausschließlich für die Wahl des Gemeinderates wählen können.

Der Wähler begibt sich sofort in eine der Wahlkabinen und darf sich nur während der für die Stimmabgabe erforderlichen Zeit in der Wahlkabine aufhalten.

Um seine Stimmabgabe vorzunehmen, führt er erst die Chipkarte in den dafür vorgesehenen Schlitz des Kartenlesers des Wahlcomputers ein.

Der belgische Wähler gibt zunächst seine Stimme für die Wahl des Provinzialrates ab; nachdem er diese Stimmabgabe bestätigt hat, gibt er seine Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigt sie ebenfalls.

Die Wähler, deren Stimmabgabe auf die Gemeinderatswahlen beschränkt ist, geben ihre Stimme für die Wahl des Gemeinderates ab und bestätigen diese.

Für jede Wahl gilt Folgendes :

- Der Wähler entscheidet sich für eine Liste, indem er das Feld der gewählten Liste auf dem Berührungsbildschirm drückt, und bestätigt diese Entscheidung. Nachdem sich der Wähler für eine Liste entschieden hat, zeigt der Berührungsbildschirm für diese Liste die Namen und Vornamen der Kandidaten an, denen ihre laufende Nummer vorangeht ;

- Ist der Wähler mit der Vorschlagsreihenfolge für die Kandidaten auf der von ihm unterstützten Liste einverstanden, so drückt er auf den hellen Mittelpunkt im Kopffeld über dieser Liste, das sich links oben auf dem Bildschirm befindet, und bestätigt diese Entscheidung ;

- Wenn nicht, gibt er eine Vorzugsstimme für einen oder mehrere Kandidaten dieser Liste ab, indem er nacheinander auf das Feld neben dem Namen dieses oder dieser Kandidaten drückt. Hierfür drückt er gleich wo auf dem Wahlfeld dieses oder dieser Kandidaten; das Feld jedes gewählten Kandidaten wird grau unterlegt. Er bestätigt diese Entscheidung.

Nachdem der Wähler seine Stimmabgabe für eine beziehungsweise mehrere Wahlen bestätigt hat, nimmt er den durch den Wahlcomputer ausgedruckten Stimmzettel und faltet ihn gleichmäßig und sorgfältig in der Mitte mit der bedruckten Seite nach innen. Er nimmt daraufhin seine Chipkarte zurück. Er hat die Möglichkeit, seine Stimmabgaben zu visualisieren. Zu diesem Zweck liest der Wähler den Barcode seines Stimmzettels anhand des in einer der Wahlkabinen vorgesehenen Lesegeräts; er kann jedoch seine Stimmabgaben nicht mehr ändern.

Der Wähler begibt sich mit seinem Stimmzettel, der noch immer mit der bedruckten Seite nach innen in der Mitte gefaltet ist, zur Urne. Befindet sich bereits ein anderer Wähler vor der Urne, um dort seinen Stimmzettel einzuspeichern, muss der Wähler in dem Wartebereich warten. Anschließend händigt der Wähler dem Vorstandsvorsitzenden oder dem vom Vorsitzenden bestimmten Beisitzer die Chipkarte aus, scannt den Barcode seines Stimmzettels und steckt den Stimmzettel dann in die Urne. Der Wähler erhält seinen Personalausweis und seine vom Vorsitzenden oder beauftragten Beisitzer abgestempelte Wahlaufforderung zurück.

Der Stimmzettel wird für ungültig erklärt :

- a) wenn der Wähler seinen Stimmzettel beim Verlassen der Wahlkabine so auffaltet, dass zu erkennen ist, wie er gewählt hat. Dies gilt auch, wenn der Wähler außen auf seinem Stimmzettel Markierungen oder Eintragungen angebracht hat ;
- b) wenn der Wähler infolge einer falschen Handhabung oder eines anderen ungewollten Fehlverhaltens den ihm ausgehändigten Stimmzettel beschädigt hat ;
- c) wenn aus irgendeinem technischen Grund das Ausdrucken des Stimmzettels sich ganz oder zum Teil als unmöglich erweist ;
- d) wenn der Wähler bei einer Visualisierung des Inhalts des Barcodes auf dem Bildschirm feststellt, dass es einen Unterschied zwischen dieser Visualisierung auf dem Bildschirm und dem Vermerk der Stimmabgabe so wie auf dem Stimmzettel abgedruckt gibt ;
- e) wenn der Barcode nicht durch die elektronische Urne gelesen werden kann.

In den in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Fällen wird der Wähler aufgefordert, seine Stimmabgabe anhand einer neuen Chipkarte zu wiederholen. Auch wenn ein Wähler vor seiner Stimmabgabe die ihm ausgehändigte Chipkarte versehentlich beschädigt hat, erhält er eine neue Chipkarte.

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4132-1 - § 1 - Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen :

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen kein solches Attest ausstellen ;

2° Ein Wähler, der aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen :

a. im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihm zusammenwohnen ;

b. unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden kann, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörden oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt.

Wenn der Betroffene ein Selbstständiger ist, wird die unter den Buchstaben a. und b. erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung ausgeführte ehrenwörtliche Erklärung bestätigt ;

3° Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktsgewerbetreibenden ausüben, und Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung dieses Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betreffende im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt ;

4° Wähler, denen am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Dieser Umstand wird durch die Leitung der Anstalt, in der der Betreffende sich aufhält, bescheinigt ;

5° Wähler, denen es aufgrund ihrer religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen ;

6° Studenten, die sich aus Studiengründen unmöglich ins Wahlzentrum begeben können, vorausgesetzt, sie legen eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die sie besuchen ;

7° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus diesem Grund kann durch eine Bescheinigung der Reiseveranstalters bescheinigt werden. Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes eingereicht werden.

§ 2 - Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohntort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, benannt werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§ 3 - Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdaten und Anschriften des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

§ 4 - Der Bevollmächtigte, der dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, in dem der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Paragraf 1 erwähnten Bescheinigungen aushändigt und ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vorzeigt, auf der der Vorsitzende dann den Vermerk "Hat mittels Vollmacht gewählt" einträgt, kann zur Stimmabgabe zugelassen zu werden.

(1) So wie gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Juli 2017 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar.